

Réponse de RTE à la consultation publique de la CRE du 25 avril 2017
sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des
travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions
techniques de raccordement à ces réseaux

Synthèse

La réponse de RTE ne porte que sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie.

RTE est favorable à la publication des méthodes de calcul de la contribution au titre du raccordement et à la réalisation de bilans annuels des opérations de raccordement comme proposées par la CRE dans le projet d'arrêté. Néanmoins, RTE attire l'attention sur plusieurs points. Les trois principaux sont les suivants :

- RTE n'est pas favorable à la définition de l'opération de raccordement de référence qui est proposée dans le projet d'arrêté (optimisation individuelle du demandeur). **RTE propose que l'opération de raccordement de référence (ORR) soit définie comme celle qui minimise l'ensemble des coûts du raccordement**, à savoir la somme des coûts des ouvrages d'extension et de renforcement. Cette optimisation globale pour la collectivité minimise l'impact pour le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE). Cette proposition est conforme au code de l'énergie et aux pratiques actuelles dans l'intérêt du demandeur, de la collectivité et des missions de service public de RTE.
- **RTE est favorable à la possibilité de proposer une opération de raccordement intelligente (ORI). A ce titre, il convient de bien préciser dans le projet d'arrêté que les éventuels surcoûts de raccordement (renforcements compris) de l'ORI par rapport à l'ORR sont à la charge du demandeur.**
- **Des opérations de raccordement différentes de l'ORR et de l'ORI doivent par ailleurs être possibles** afin d'être cohérent avec la possibilité pour RTE d'en réaliser et de pouvoir répondre notamment aux besoins des clients d'alimentation secondaire. **RTE demande de le rappeler explicitement dans le projet d'arrêté.**

RTE estime important que ces remarques et les suivantes soient prises en compte dans le projet d'arrêté et dans la délibération de la CRE.

On notera que RTE ne répond pas aux questions relatives aux autres projets soumis à consultation qui concernent les réseaux publics de distribution d'électricité et ne relèvent pas du domaine de compétence de RTE, à savoir :

- Projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie ;
- Projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique ;
- Encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité.

Projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie

Question 6 : Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?

Champ d'application

Le projet d'arrêté s'applique au raccordement des installations de l'ensemble des utilisateurs du réseau public de transport d'électricité, à l'exception des raccordements s'inscrivant dans un Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR). Dans le cadre des S3REnR, on notera que les gestionnaires de réseau proposent des schémas qui visent à minimiser l'ensemble des coûts, renforcements compris, dans l'intérêt des producteurs et de la collectivité. Ce principe d'optimisation globale permet de minimiser l'impact global sur la quote-part à la charge des producteurs et les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE).

Définition de l'opération de raccordement de référence

La CRE propose d'interpréter la notion d'opération de raccordement de référence (ORR) comme étant celle qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages à la charge du demandeur. Pour rappel, l'article L. 342-1 du code de l'énergie prévoit que le raccordement d'un utilisateur au réseau public de transport comprend à la fois la création d'ouvrages d'extension à la charge du demandeur (au coefficient de prise en charge près) et, le cas échéant, le renforcement des réseaux existants à la charge de RTE. Les coûts globaux de raccordement sont à répartir entre, d'une part, les demandeurs de raccordement, et d'autre part, la collectivité via les TURPE.

La définition de l'ORR, telle que proposée dans le projet d'arrêté, est incohérente avec la lecture qui a prévalu des textes réglementaires en vigueur mais également avec les positions exprimées précédemment par la CRE et le Médiateur de l'énergie :

- Dans son avis du 23 mai 2007 sur le projet d'arrêté fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 à 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, la CRE considérait que « pour être conforme aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 10 février 2000, qui prévoient que "le service public de l'électricité [...] est géré dans les meilleures conditions [...] de coût", le projet d'arrêté devrait indiquer que la recherche du schéma de raccordement de moindre coût doit porter simultanément sur l'ensemble des coûts de raccordement liés aux travaux menés sur tous les réseaux publics concernés. » ;
- Dans la recommandation n° 2016-0743, le Médiateur de l'énergie s'est récemment prononcé sur l'interprétation de la définition de la solution de raccordement de référence en précisant que : « Il convient tout d'abord de préciser qu'en application de l'arrêté du 28 août 2007, la Coopérative d'Electricité, doit être en mesure de justifier auprès de vous que la solution de raccordement proposée est la plus proche, de meilleure qualité et de moindre coût, tant du point de vue du réseau public que de celui du demandeur. »

L'article L. 121-1 du code de l'énergie précise que le service public de l'électricité doit être géré dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité, de coûts, de prix et d'efficacité économique, sociale et énergétique. Ainsi, dans le cadre de sa mission de service public, RTE se doit de développer le réseau public de transport d'électricité dans des conditions d'efficacité économique et technique. En introduisant un critère d'optimisation relatif, non pas au coût du raccordement dans son ensemble (incluant ouvrages d'extension et renforcement, ce dernier faisant partie du raccordement conformément à l'article L. 342-1), mais uniquement à la part du coût supportée pour le demandeur, sans tenir compte des désoptimisations techniques et économiques que cela est susceptible d'engendrer pour le système électrique et la collectivité, le projet de décret n'est pas conforme à la lecture du code de l'énergie et il est contraire aux principes régissant le fonctionnement du service public de l'électricité.

La définition de l'ORR proposée dans le projet d'arrêté conduit en effet à mettre en œuvre la solution, non pas la plus efficace du point de vue technico-économique pour la collectivité (optimisation globale pour la collectivité), mais la plus profitable pour le demandeur du raccordement (optimisation individuelle du demandeur).

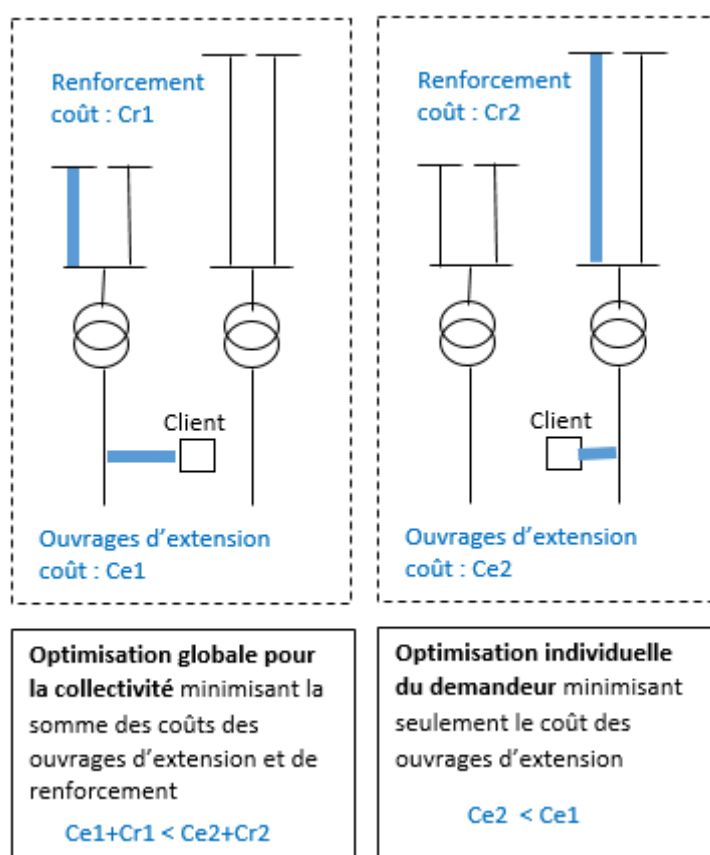


Illustration des deux approches d'optimisation définissant l'opération de raccordement de référence

En tant que titulaire d'une mission de service public inscrite dans la loi, et dans un souci d'efficacité économique et de bonne gestion de ses missions, RTE propose plutôt que **l'opération de raccordement de référence soit définie comme celle qui minimise l'ensemble des coûts du raccordement, à savoir la somme des coûts des ouvrages d'extension et de renforcement (optimisation globale pour la collectivité).**

Question 7 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

Opération de raccordement intelligente

RTE est favorable à la possibilité de proposer une opération de raccordement intelligente (ORI), à savoir une opération de raccordement adaptée qui satisfasse davantage aux besoins et attentes des demandeurs de raccordement, dans une logique de réduction des coûts et/ou des délais. A ce titre, il convient de bien préciser dans le projet d'arrêté que les éventuels surcoûts de raccordement (renforcements compris) de l'ORI par rapport à l'ORR sont à la charge du demandeur.

Les éventuelles limitations associées devront être contractualisées dans la convention de raccordement et les modalités techniques de ces limitations devront être précisées dans la convention d'exploitation.

RTE souligne que l'ORI ne doit pas prévaloir pour le raccordement des réseaux publics de distribution (RPD) au réseau public de transport (RPT). En effet, pour ce type de raccordement, RTE considère qu'il faut privilégier la recherche de l'optimisation entre gestionnaires de réseau, ce que permettent de faire les « études communes de zone » prévues par la procédure de traitement des demandes de raccordement d'un RPD au RPT qui figure dans la DTR. Ce travail en amont entre gestionnaires de réseau permet de traiter en anticipation les besoins dans la plupart des cas et donc d'avoir une approche directement plus optimale.

Autres opérations de raccordement

Des opérations de raccordement différentes de l'ORR et de l'ORI doivent par ailleurs être possibles comme indiqué dans l'article 10 sur la facturation. RTE demande de le rappeler explicitement dans le projet d'arrêté afin de ne pas interpréter de façon restrictive le champ des possibles.

A titre d'exemple, un demandeur peut demander deux alimentations pour son installation : une principale et une seconde de secours ou complémentaire. La seconde alimentation doit pouvoir être qualifiée d'opération de raccordement même si le coefficient de prise en charge par le demandeur peut être différent et que l'alimentation principale seule est suffisante pour alimenter l'installation. De même, RTE peut être amené à réaliser une autre opération de raccordement comme indiqué à l'article 10 du projet d'arrêté. En effet, RTE peut être amené dans certains cas à surdimensionner éventuellement les ouvrages par rapport au strict besoin d'un client afin d'inclure par exemple un besoin concomitant d'un autre client ou de RTE et de minimiser ainsi les coûts. Cette solution doit également pouvoir être qualifiée d'opération de raccordement. A ce titre, il conviendrait d'ajouter, dans l'article 10, que dans le cas où RTE réalise une autre opération de raccordement à son initiative, il prend en charge les éventuels surcoûts par rapport à l'opération de raccordement demandée par l'utilisateur et que ces surcoûts sont couverts par le TURPE.

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?

Méthodes de calcul

RTE est favorable à la transparence sur les méthodes de calcul. RTE souhaite préciser dans le projet d'arrêté que les articles 4 à 8 ne portent que sur la **méthode de calcul des coûts estimatifs du raccordement lorsque RTE est maître d'ouvrage des travaux** dans la mesure où la formulation

« méthodes de calcul » peut être interprétée de façon plus large et où la notion de « contribution », calculée à partir des coûts estimatifs du raccordement, intervient ensuite à l'article 10 sur la facturation.

En effet, suivant la méthode actuelle, RTE établit en trois mois sous forme d'une Proposition Technique et Financière (PTF) une première estimation de la solution de raccordement, de ses coûts et des délais de réalisation conformément à la DTR. L'acceptation de la PTF par le demandeur amorce une phase d'études et de démarches administratives qui permettent l'élaboration de la convention de raccordement. C'est cette convention de raccordement, établie et signée avant le démarrage des travaux, qui établit le montant à la charge du client de manière ferme et définitive, hors réserves spécifiques. Par conséquent, les méthodes de calcul reposent sur des estimations du coût.

On notera que les méthodes et les outils utilisés par RTE pour estimer le coût des raccordements (ouvrages d'extension et renforcement) sont identiques à ceux utilisés pour des projets de développement de réseau non liés à des raccordements. Or ces derniers font l'objet de travaux entre RTE et la CRE dans le cadre de la régulation incitative des dépenses d'investissement prévue par la délibération TURPE 5 HTB du 17 novembre 2016. Les échanges avec la CRE sur les méthodes devront s'inscrire dans un cadre global cohérent. Par ailleurs, la première méthode de calcul qui sera élaborée en application de ce projet d'arrêté devra être définie dans un délai vraisemblablement supérieur à six mois. En effet, afin de consulter convenablement les utilisateurs et échanger de façon cohérente avec la CRE sur ces méthodes de calcul, **RTE demande à ce que le délai de 6 mois défini dans l'article 12 soit allongé pour la première version des méthodes de calcul qui sera élaborée en application de ce projet d'arrêté.**

Procédure

D'un point de vue pratique, RTE préconise de mettre en cohérence l'article 5 sur la consultation avec le cahier des charges de la concession du réseau public de transport sur lequel la Documentation Technique de Référence s'appuie. A ce titre, la consultation doit se faire plus largement auprès des utilisateurs au travers du CURTE, comité des Clients Utilisateurs du Réseau de Transport d'Electricité. Par ailleurs, RTE préconise d'ajouter, dans l'article 7, un délai de décision d'approbation de la CRE après saisine par le gestionnaire de réseau afin de donner de la visibilité à l'ensemble des utilisateurs sur le planning prévisionnel de mise en œuvre des méthodes de calcul.

Bilan

Concernant le bilan mentionné à l'article 9, RTE considère que l'objet du bilan est davantage de **permettre de vérifier l'adéquation entre les coûts estimés calculés en application de la méthode de calcul des coûts et les coûts réels du raccordement dans le périmètre de facturation des utilisateurs** que de vérifier la répartition du coût de raccordement entre les coûts des ouvrages réalisés dans le périmètre de facturation et les coûts des ouvrages couverts par les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité. RTE demande à ce que le projet d'arrêté soit modifié en conséquence.